

OTC

1.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 février 2023

[Entretien téléphonique entre E. Macron et N.Pachinian - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Entretien téléphonique entre E. Macron et N. Pachinian

Le Président de la République s'est entretenu par téléphone avec M. Nikol PACHINIAN, Premier ministre d'Arménie, ce lundi 6 février 2023.

Le chef de l'Etat a exprimé la pleine solidarité de la France envers les populations arméniennes qui font face à des besoins humanitaires croissants. Il a en outre dit la priorité que constitue pour lui le rétablissement de la libre circulation le long du corridor de Latchine bloqué depuis le 12 décembre dernier.

Le Président de la République a de même réitéré son engagement total pour la sécurité de l'Arménie, et sa détermination à œuvrer au dialogue pour qu'une solution politique durable soit trouvée dans la région.

Le Président de la République et le Premier ministre ont salué le déploiement d'une nouvelle mission d'observation de l'Union européenne à la frontière du pays avec l'Azerbaïdjan, qui contribue à stabiliser la situation.

Les deux dirigeants sont convenus de rester en contact étroit.

2.Nor Haratch

5 février 2023

[ARMÉNIE - FRANCE - Le vice-Premier ministre d'Arménie a rencontré l'ambassadrice de France, Anne Louyot - Nor Haratch](#)

ARMÉNIE - FRANCE - Le vice-Premier ministre d'Arménie a rencontré l'ambassadrice de France, Anne Louyot

Le vice-Premier ministre arménien Tigran Khatchatrian a rencontré l'ambassadrice de France en Arménie, Anne Louyot. Il a déclaré que le gouvernement apprécie hautement l'engagement de la France à développer et élargir la coopération économique avec l'Arménie. Khatchatrian a également souligné l'importance du soutien de la partie française à l'agenda des réformes mises en œuvre en Arménie, soulignant l'impératif d'un travail de suivi visant à la mise en œuvre de la feuille de route 2021-2026 de la coopération économique franco-arménienne.

Se référant à la présence d'organisations françaises dans l'économie arménienne, Madame l'ambassadrice a exprimé la volonté de la France de continuer à soutenir les programmes à court et à long terme dans la mise en œuvre des réformes stratégiques.

Les parties ont également discuté de la situation humanitaire en Artsakh en raison de la fermeture du corridor de Berdzor par l'Azerbaïdjan et des possibilités de développer la coopération dans des projets d'intérêt mutuel.

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 février 2023

La France continuera d'aider l'Arménie par le biais de programmes économiques

La partie française est prête à continuer à aider l'Arménie en termes de réformes stratégiques à court et à long terme de l'économie. Cela a été déclaré par l'ambassadrice française en Arménie Anne Luyo lors d'une réunion avec le vice-premier ministre Tigran Khachatryan.

L'ambassadeur a souligné la présence de grandes organisations françaises dans l'économie arménienne, rapporte le service de presse du gouvernement de la RA.

Le vice-premier ministre Khachatryan apprécie grandement l'engagement de la France à développer et à étendre la coopération économique avec l'Arménie. Il a souligné l'importance de soutenir la partie française du programme de réforme mis en œuvre par le gouvernement de la République d'Arménie, en soulignant la coopération économique arméno-française pour 2021-2026 et la mise en œuvre de nouvelles actions en vue de la mise en œuvre des dispositions de la feuille de route.

Les interlocuteurs ont également abordé la situation humanitaire au Haut-Karabakh à la suite du blocus du corridor Lachin par l'Azerbaïdjan, ainsi que la possibilité de développer une coopération dans la direction de programmes représentant la mutuelle.

4. Le Figaro

31 janvier 2023

Par Le Figaro avec AFP

Blocage du Karabakh : l'Arménie appelle Poutine à prendre des mesures «nécessaires»

Depuis la mi-décembre, des Azerbaïdjanais bloquent une route cruciale reliant l'Arménie au Nagorny Karabakh, un territoire peuplé d'Arméniens.

Le premier ministre arménien [Nikol Pachinian](#) a appelé mardi 31 janvier le président russe [Vladimir Poutine](#) à prendre des mesures «nécessaires» pour aider à débloquer un axe vital pour l'approvisionnement du Nagorny Karabakh, région disputée par Bakou et Erevan.

Depuis la mi-décembre, des Azerbaïdjanais se présentant comme des défenseurs de l'environnement manifestant contre des mines illégales bloquent une [route cruciale](#) reliant l'Arménie au Nagorny Karabakh, un territoire peuplé d'Arméniens.

Coupures de courant et d'Internet

En raison de ce blocage, l'enclave séparatiste qui compte quelque 120.000 habitants est confrontée à des coupures de courant et d'internet, ainsi qu'à des problèmes de chauffage et d'accès à la nourriture et aux médicaments. L'Arménie a dans ce contexte accusé à plusieurs reprises les soldats russes de maintien de la paix, déployés au Nagorny Karabakh, de ne pas avoir fait assez pour empêcher ce blocage.

Mardi, lors d'une conversation téléphonique avec Vladimir Poutine, le Premier ministre arménien «*a souligné l'importance pour la Russie de prendre des mesures nécessaires*» pour aider à résoudre cette crise, a indiqué le service de presse de Nikol Pachinian, sans plus de précisions. «*Dans ce contexte, les activités de la mission russe du maintien de la paix au Nagorny Karabakh ont été discutées*», selon la même source.

À lire aussi [Arménie: Zanguezour, ce corridor qu'Ilham Aliev rêve d'aménager](#)

[entre l'Azerbaïdjan et la Turquie](#)

Pour sa part, le Kremlin a indiqué dans un sobre communiqué que les deux dirigeants avaient évoqué «*la situation actuelle avec un accent sur l'application conséquente*» de tous les accords conclus entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan avec la médiation de la Russie. L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés au début des années 1990, lors de la dislocation de l'URSS, pour le contrôle du Nagorny Karabakh, région azerbaïdjanaise majoritairement peuplée d'Arméniens.

Ce premier conflit, qui a fait 30.000 morts, s'est soldé par une victoire arménienne. Mais l'Azerbaïdjan a pris sa revanche lors d'une deuxième guerre qui a coûté la vie à 6.500 personnes à l'automne 2020 et a permis à Bakou de reprendre de nombreux territoires. Des soldats russes de maintien de la paix ont été déployés après un accord de cessez-le-feu, signé avec médiation de la Russie, qui avait mis fin à cette dernière guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

5.Armenpres

7 février 2023

[Le ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh s'adresse à la communauté internationale | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Le ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh s'adresse à la communauté internationale

EREVAN, 7 FÉVRIER, ARMENPRESS: Pendant les 57 jours du blocus, l'Azerbaïdjan a coupé l'approvisionnement en gaz de l'Artsakh (Haut-Karabakh) à six reprises, notamment le 13 décembre 2022 pendant trois jours, le 17 janvier 2023 pendant un jour, le 18 janvier pendant un jour, le 21 janvier pendant quatre jours et le 28 janvier pendant un jour, perturbant la vie normale dans la République et exerçant une pression psychologique sur le peuple de l'Artsakh, a déclaré le ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh dans un communiqué.

Vous trouverez ci-dessous la déclaration complète.

"Le 6 février 2023, l'Azerbaïdjan a de nouveau coupé l'approvisionnement en gaz naturel de l'Arménie vers l'Artsakh par le seul gazoduc existant. Au cours des 57 jours de blocus, l'Azerbaïdjan a coupé l'approvisionnement en gaz de l'Artsakh pas moins de 6 fois, notamment le 13 décembre 2022 pendant trois jours, le 17 janvier 2023 pendant un jour, le 18 janvier pendant un jour, le 21 janvier pendant quatre jours et le 28 janvier pendant un jour, perturbant la vie normale dans la république et exerçant une pression psychologique sur la population de l'Artsakh.

En raison des actions de l'Azerbaïdjan, 120 000 résidents de la république, dont 30 000 enfants, continuent de faire face à de graves difficultés d'accès au chauffage et à l'eau chaude dans des conditions de blocage sévère des transports et de froid hivernal. La situation est encore aggravée par la grave crise de l'électricité provoquée par la panne, le 9 janvier, de la seule ligne à haute tension alimentée par l'Arménie, qui ne peut être rétablie en raison de l'obstruction persistante de la partie azerbaïdjanaise.

Ces actions de l'Azerbaïdjan montrent clairement que même après la signature de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, la Bakou officielle n'a pas abandonné sa politique à long terme d'extermination du peuple d'Artsakh dans sa patrie historique. Pour atteindre cet objectif, les autorités azerbaïdjanaises ont eu recours au blocus de l'Artsakh et à la perturbation des infrastructures énergétiques essentielles, créant ainsi des conditions de vie insupportables et soumettant la population civile à des épreuves terribles.

Les actions inhumaines de l'Azerbaïdjan indiquent que les dirigeants de ce pays se sont placés au-dessus du droit international et de la moralité humaine. Ignorant les appels de nombreux pays et organisations internationales à la levée immédiate du blocus de l'Artsakh et la décision de la Cour européenne des droits de l'homme d'assurer la libre circulation des personnes et des marchandises par le corridor de Latchine, le Bakou officiel s'est en fait opposé au monde civilisé. Un tel comportement est devenu possible en raison de l'impunité du régime de Bakou, qui lui donne carte blanche pour renforcer encore sa politique criminelle contre la population arménienne indigène de l'Artsakh.

Dans ces circonstances, pour empêcher la destruction du peuple de l'Artsakh, nous considérons qu'il est nécessaire que la communauté internationale dirige ses

efforts non seulement vers la fin du blocus de l'Artsakh, mais aussi vers la prise de mesures rapides, y compris l'activation de mécanismes d'alerte précoce, l'évaluation adéquate et la réponse à la politique génocidaire de l'Azerbaïdjan."

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 février 2023

[Le représentant de la République du Haut-Karabakh aux États-Unis sera invité \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le représentant de la République du Haut-Karabakh aux États-Unis sera invité pour le discours de Biden sur l'état de l'Union

Aujourd'hui, le membre du Congrès Adam Schiff (D-Burbank) a annoncé que le représentant permanent de la République du Haut-Karabakh aux États-Unis, Robert Avetisyan, sera son invité lors du discours sur l'état de l'Union du président Joseph R. Biden.

En septembre 2020, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire brutale contre la République du Haut-Karabakh, également appelée Artsakh, qui a fait des milliers de morts parmi les Arméniens. Après avoir prétendument accepté un cessez-le-feu, l'Azerbaïdjan a assiégé la région en bloquant le corridor de Lachin, empêchant ainsi l'aide humanitaire, les fournitures de base et le soutien extérieur d'atteindre environ 120 000 civils. M. Schiff a suivi de près cette crise depuis le début et est resté en contact permanent avec l'administration Biden, le département d'État, l'USAID et les partenaires de la communauté arménienne au sujet des développements en cours et de la manière dont il peut défendre au mieux les besoins de l'Artsakh au Congrès.

« La crise humanitaire en Artsakh s'aggrave de jour en jour, avec des pénuries généralisées de nourriture, de médicaments et d'autres produits de première

nécessité, des coupures de courant dans des températures hivernales glaciales, et des dizaines de milliers de personnes coupées de leurs familles, de leurs proches et de leurs moyens de subsistance. Les familles et les enfants souffrent et les États-Unis doivent prendre des mesures décisives pour leur venir en aide. J'espère que les Arméniens, les membres de la diaspora arménienne aux États-Unis et le monde entier - et oui, le président Biden et le département d'État américain - verront dans la présence du représentant permanent de la République du Haut-Karabakh aux États-Unis, Robert Avetisyan, à l'occasion du discours sur l'état de l'Union un signal fort indiquant que le Congrès ne cessera jamais de plaider en faveur de la paix pour la crise humanitaire en Artsakh », a déclaré M. Schiff. « Je serai toujours aux côtés du peuple d'Arménie et de l'Artsakh et je remercie Avetisyan d'avoir attiré l'attention sur cette souffrance humaine et cette catastrophe humanitaire, et j'appelle le président et les États-Unis à utiliser tous les outils diplomatiques à leur disposition pour assurer la sécurité du peuple de l'Artsakh au milieu de la crise croissante dans la région. » Immédiatement après l'escalade du blocus, Schiff et ses collègues ont écrit une lettre au président Biden pour demander à son administration d'utiliser tous les outils à sa disposition pour aider à assurer la sécurité de l'Artsakh - maintenant et à l'avenir - y compris en cessant immédiatement et définitivement toute assistance à l'Azerbaïdjan et en imposant des sanctions.

M. Avetisyan est le représentant permanent de la République du Haut-Karabakh depuis 2009. Auparavant, il a occupé plusieurs fonctions au sein du ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh. Le président Joe Biden prononcera son discours sur l'état de l'Union mardi à 18 heures PT/9 heures ET.

WASHINGTON, D.C.-

Source sur le lien plus bas.

7.Nor Haratch

5 février 2023

[L'UE achètera encore plus de gaz à l'Azerbaïdjan - Nor Haratch](#)

L'UE achètera encore plus de gaz à l'Azerbaïdjan

Qui s'en soucie des Arméniens, et plus particulièrement des Artsakhiotes ?

Depuis plus de six mois, nous sommes scandalisés et indignés que la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ait signé un accord avec Aliev prévoyant de doubler l'approvisionnement en gaz de l'Europe, et qu'elle ait qualifié à cette occasion l'Azerbaïdjan de « partenaire fiable ». Au sein même du Parlement européen mais aussi en dehors, il y a eu de nombreux discours, d'innombrables déclarations, de la part de cercles arméniens et non arméniens, condamnant rigoureusement cette décision. Récemment, les femmes d'Artsakh ont également envoyé une lettre ouverte à von der Leyen, espérant naïvement que...

Et la réponse de l'Europe à toutes ces critiques ? Non seulement elle a totalement ignoré les expressions de colère et de condamnations, mais au contraire, elle a choisi la voie d'élargir davantage son partenariat avec l'Azerbaïdjan. Ainsi, le 3 février, la Commissaire aux affaires énergétiques de l'Union européenne, Kadri Simson, a fièrement informé par un post sur son compte Twitter :

« J'ai eu une réunion avec le ministre de l'Economie d'Azerbaïdjan Mikayil Jabbarov. Nous avons discuté d'un certain nombre de questions, de l'expansion du corridor gazier sud à notre travail conjoint sur la promotion des énergies renouvelables et la réduction des émissions de méthane.

Une bonne occasion pour réaffirmer notre coopération. »

Il est clair que l'Europe n'a aucune intention de "se repentir" ou de revenir sur son erreur, bien au contraire.

Bruno Retailleau : « Le projet d'accord gazier entre l'UE et l'Azerbaïdjan est un coup de poignard dans le dos des Arméniens »

Dans un post publié sur son compte Twitter le sénateur français Bruno Retailleau qualifie le projet d'accord gazier entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan de

coup dur dans le dos des Arméniens.

« On ne peut pas défendre les victimes tout en marchandant avec les bourreaux. Au nom de la France, Emmanuel Macron doit dénoncer cet accord scélérat », conclut-il.

Anne-Laurence Petel : « Arrêtez de courtiser les dictateurs. Nous ne voulons pas de gaz azerbaïdjanais »

Anne-Laurence Petel, présidente du Groupe d'amitié France-Artsakh à l'Assemblée nationale, a appelé la présidente de la Commission européenne et la Commissaire de l'Union européenne aux affaires énergétiques à arrêter de courtiser les dictateurs.

Dans son tweet elle écrit : « Arrêtez de faire honte ! Nous ne voulons pas de gaz azerbaïdjanais. Nous devons produire de l'énergie renouvelable dans l'Union européenne et nous devons soutenir la démocratie arménienne ».

Jean-Christophe Buisson : « L'Europe se réjouit d'acheter plus de gaz à une dictature aux antipodes des valeurs européennes. Honte ! »

Le rédacteur en chef adjoint de « Figaro-Magazine » Jean-Christophe Buisson à ce sujet a posté le tweet suivant :

« Et pendant ce temps, comme si de rien n'était, comme si 120 000 Arméniens d'Artsakh n'étaient pas en danger de mort par la faute de Bakou, l'UE et ses commissaires se réjouissent d'acheter encore plus de gaz à une dictature aux antipodes des valeurs européennes. Honte !

8.Nor Haratch

5 février 2023

RUSSIE - Lavrov : « L'Azerbaïdjan

s'est lui-même restitué les terres qui lui appartiennent »

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée à « RIA Novosti » le 3 février, en répondant à une question relative à la guerre avec l'Ukraine a également fait référence à la situation dans le Sud Caucase et à l'Artsakh.

« La déclaration d'Alma-Ata stipule que les frontières entre les États nouvellement indépendants passeront par les frontières administratives des républiques fédérées de l'Union soviétique, y compris, bien sûr, les frontières de l'Arménie soviétique et de l'Azerbaïdjan soviétique, république qui comprenait la région autonome du Haut-Karabakh », a déclaré Lavrov.

Il a également accusé les autorités d'Erevan, qui selon lui sont responsables de l'absence aujourd'hui des forces de maintien de la paix de l'OTSC dans la région du conflit, parce que la partie arménienne a exigé, avant toute démarche, une condamnation claire et sans équivoque de l'Azerbaïdjan par l'Organisation.

« Deux jours seulement suffiraient pour le déploiement d'une mission de maintien de la paix sous les auspices de l'Organisation, bien sûr si l'Arménie le demandait », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Lavrov a encore dit : « Pendant de nombreuses années, l'Arménie a occupé les sept régions autour de l'Azerbaïdjan. Puis, alors qu'elle essayait désespérément de résoudre le problème par la voie politique, et que la Russie proposait de nombreuses options qui ont été rejetées par les anciens dirigeants de l'Arménie, qui voulaient garder ces territoires - qu'ils n'ont d'ailleurs jamais revendiqués - et finalement, l'Azerbaïdjan lui-même s'est restitué les terres qui lui appartiennent. »

Eh bien, Monsieur Lavrov a au moins le mérite d'être claire.

1 février 2023

[La Russie est prête à organiser une nouvelle réunion des ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais \(courrier.am\)](https://www.courrier.am)

La Russie est prête à organiser une nouvelle réunion des ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais

La Russie est prête à organiser à Moscou le prochain round de négociations sur le traité de paix entre les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

Selon l'agence arménienne Armenpress, cela aurait été mentionné lors d'une conversation téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de Russie et d'Azerbaïdjan, Sergueï Lavrov et Jeyhun Bayramov.

"Les ministres ont discuté des moyens de régler la situation autour du corridor de Latchine. L'importance de reprendre par tous les moyens le travail de normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la base des accords trilatéraux des dirigeants de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan a été soulignée. La partie russe a confirmé qu'elle était prête à organiser à Moscou un nouveau cycle de négociations entre les ministres des affaires étrangères des deux pays sur la question du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan", indique le message.

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 février 2023

[Erevan pose ses conditions à l'envoi d'une mission de l'OTSC - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Erevan pose ses conditions à l'envoi d'une mission de l'OTSC

En réponse au ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov qui, courroucé par l'envoi prochain en Arménie pour deux ans d'une mission d'observation de l'UE, avait rappelé que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), pouvait envoyer sa propre mission « dans les deux jours » chez son allié arménien si celui-ci en formulait la demande, des députés arméniens membres du parti au pouvoir ont fait état de leurs réticences, en réitérant vendredi 3 février la condition posée par Erevan pour le déploiement, sur la frontière avec l'Azerbaïdjan, d'une mission de l'alliance militaire russe dont l'Arménie est membre. L'alliance de six ex-Républiques soviétiques (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan) avait proposé un tel déploiement lors d'un sommet des leaders des Etats membres qui s'est tenu à Erevan fin novembre. L'Arménie avait décliné l'offre en raison du refus de ses alliés de l'OTSC de condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan le long de sa frontière. Erevan avait préféré se tourner à nouveau vers l'Europe pour lui demander de renouveler, en le prolongeant, le mandat d'une mission d'observation expérimentée deux mois durant, fin 2022, du côté arménien de la frontière arméno-azérie. L'UE avait officiellement approuvé le 23 janvier le déploiement de cette mission de deux ans, aux effectifs bien plus fournis, suscitant les vives critiques de la Russie, qui estime qu'il ne s'agit que d'une manœuvre de plus visant à saper son influence dans la région. Lavrov avait pourtant déclaré mercredi que l'offre de l'OTSC était toujours "sur la table". Le gouvernement arménien avait préféré ne pas réagir publiquement à cette déclaration. Mais deux députés représentant le parti Contrat civil du premier ministre Nikol Pachinian ont fait entendre leurs voix, soulignant que l'OTSC devait faire une "évaluation politique" des actions de l'Azerbaïdjan avant de prétendre pouvoir déployer des observateurs dans les zones frontalières arméniennes. "Ils doivent se présenter avec une mission claire, n'est-ce pas?", a déclaré l'un d'eux, Gevorg Papoyan, cité par le Service arménien de RFE/RL, en ajoutant : "une évaluation doit être faite". "A quoi ça sert de venir ici sans une

évaluation ?”, a insisté Papoyan, qui est aussi membre de l’instance dirigeante du Contrat civil. “Ils doivent tout d’abord reconnaître le fait que l’Azerbaïdjan a envahi et occupé le territoire souverain de l’Arménie”, a surenchéri Sargis Khandanian, un autre député du Contrat civil, en ajoutant : “Au cas où une telle réalité serait reconnue, alors il deviendrait possible de déployer une sorte de groupe de surveillance qui contribuerait à la sécurité ”. Quand bien même la condition posée par l’Arménie serait prise en compte, l’OTSC ne pourrait y envoyer une mission de l’envergure de celle de l’UE, à en croire le député arménien, dont les propos reflètent les tensions entre la Russie et l’Arménie, qui se sont aggravées sous l’effet du blocus imposé par l’Azerbaïdjan depuis le 12 décembre sur la seule route reliant le Haut-Karabagh à l’Arménie. Pachinian a de son côté accusé les soldats de la paix russes déployés au Karabagh de ne pas en faire assez pour débloquent cet axe vital, qui soumet la population arménienne du Karabagh à des pénuries, aggravées par une nouvelle fermeture, par les autorités azérides, du gazoduc alimentant le Karabagh en gaz naturel livré par l’Arménie. Tigrane Abrahamian, un député de l’opposition, a exprimé ses préoccupations concernant ce fossé qui se creuse entre les deux pays alliés, estimant que cela fait peser une “menace sur la sécurité nationale ” de l’Arménie. Il a estimé que la position du gouvernement de Pachinian sur la question de la surveillance de la frontière pourrait impliquer un changement radical dans la politique étrangère traditionnelle de l’Arménie. “Si le cours politique de l’Arménie a réellement changé tant sur le terrain qu’en théorie, alors les autorités doivent le reconnaître, de telle sorte que nous comprenions mieux pourquoi l’Arménie a refusé de recourir aux services de son allié stratégique ... et a préféré faire appel à une mission d’observation de l’UE ”, a déclaré Abrahamian.

11.Le Monde

6 février 2023

« On ne s’attendait pas à un autre

très grand séisme dans les heures suivantes »

Le sismologue Martin Vallée explique les mécanismes à l'œuvre dans les tremblements de terre qui ont provoqué la mort de 4 300 personnes, selon un bilan provisoire.

Un séisme de magnitude 7,8 a secoué le sud de la Turquie et le nord de la Syrie dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février, faisant au

moins 4 300 morts, selon un bilan provisoire. Une réplique de magnitude presque aussi importante a été enregistrée quelques heures

plus tard, au nord de l'épicentre du premier séisme.

Martin Vallée, sismologue à l'Institut de physique du globe de Paris, explique que si sa localisation n'est pas surprenante, ce tremblement de terre étonne par son intensité et, surtout, par celle de sa réplique. Il est le plus important jamais enregistré sur la faille est-anatolienne. En 1999, un tremblement de terre de magnitude 7,4 près d'Izmit, sur la faille nord-anatolienne, avait causé la mort de 17 000 personnes.

La survenue d'un séisme dans la zone géographique touchée est-elle une surprise ?

La Turquie présente deux failles sismiques principales : la faille nord-anatolienne, au nord du pays, et la faille est-anatolienne, qui

ensemble permettent le mouvement de la microplaque tectonique turque vers l'ouest. La faille est-anatolienne bouge d'un centimètre par

an environ, et nous comprenons donc – et nous l’observons par les séismes passés – qu’un tel mouvement va occasionnellement

provoquer des séismes.

Le bilan des séismes dépasse les 3 800 morts et 14 000 blessés en Turquie et en Syrie, après un jour de recherches dans les décombres

Dans la mesure où il s’est produit sur une faille connue qui n’avait pas subi de tremblement de terre depuis longtemps, le séisme de la nuit de dimanche à lundi n’est pas surprenant. L’approche géophysique permet d’identifier les zones de contact de plaques tectoniques où des séismes vont se produire, mais il est impossible de prédire exactement quand, à un degré de précision qui serait utile pour l’évacuation d’une zone par exemple.

Ce qui est surprenant dans l’événement, c’est sa magnitude. L’extension des répliques donne en général un bon ordre de grandeur de la puissance d’un tremblement de terre : dans ce cas, elles se sont produites sur plusieurs centaines de kilomètres de long. C’est un très grand séisme continental. Il nous rappelle qu’il n’y a pas que la faille nord-anatolienne qui est capable de produire très forts séismes – comme en 1939 et en 1999.

Qu’en est-il de ces répliques ? A quoi peut-on s’attendre dans les heures à venir ?

C’est une autre originalité de cette séquence : après un séisme de magnitude 7,8 vers 4 h 15 [2 h 15 à Paris], une réplique presque aussi

forte a été enregistrée à 7,6 – 7,7 vers 13 h 30, seulement quelques heures après. En général, on peut s’attendre à des répliques aux

magnitudes jusqu’à un degré en dessous de l’événement initial, soit ici autour de

7. Avoir une réplique de magnitude presque similaire,

c'est un phénomène plus rare, d'autant plus quand le premier séisme est lui-même de très forte magnitude.

Un puissant séisme fait des centaines de victimes en Turquie et en Syrie

Plusieurs spécialistes pensaient la faille est-anatolienne complètement cassée par ce grand séisme, et un précédent survenu en 2020. On ne s'attendait donc pas à un autre très grand séisme dans les heures suivantes. Ce deuxième événement a touché une faille annexe, également connue, située légèrement au nord de la faille est-anatolienne. On sait bien expliquer une séquence de grands séismes quand on est face à un premier événement suivi de répliques dans la continuité de la même faille. Ici, le deuxième séisme s'est produit dans une bifurcation de la faille. Il sera intéressant de comprendre leurs liens.

Ensuite, il pourra y avoir des répliques relativement éloignées dans le temps. La faille qui a connu le séisme initial a moins de chances

d'en connaître un nouveau immédiatement. Tous les alentours présentent en revanche une probabilité augmentée.

Ce grand séisme augmente-t-il le risque redouté d'un mégaséisme près d'Istanbul ?

Une attention particulière est portée ces dernières décennies à Istanbul, d'autant plus après le séisme de 1999 qui s'en était approché

[tuant un millier de personnes dans la ville, sur un total de 17 000 morts]. Quand une faille est rompue jusqu'à un certain point par un

tremblement de terre, il existe un risque accru qu'un autre vienne casser ce qu'il en reste dans le futur.

Après le séisme de 1999, ce morceau de faille intact se situe sous la mer de Marmara, près d'Istanbul. Il y a donc bien une possibilité de

très forts séismes qui feront suite à celui de 1999. Le tremblement de terre de la nuit montre toutefois bien qu'il ne s'agit pas de la seule

zone sismique en Turquie.

La distance entre l'épicentre du séisme du 6 février et le morceau de la faille pas encore rompue près d'Istanbul est importante, entre

800 et 1 000 kilomètres. S'il arrive effectivement quelque chose à Istanbul, un lien sera très probablement exploré. Aucune prise de

décision concernant la mégapole turque ne se justifie cependant dans l'immédiat, au vu de ce qu'il s'est passé près de Gaziantep.

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 février 2023

[L'Arménie, elle aussi, offre son aide à la Turquie, frappée par un \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Arménie, elle aussi, offre son aide à la Turquie, frappée par un séisme

Déjà courtisée par la Russie comme par l'Occident, qui se disputent ses faveurs alors que la guerre en Ukraine, dans laquelle Ankara prétend jouer un rôle de médiateur, a exacerbé leur antagonisme, la Turquie a fait l'objet d'une surenchère de propositions d'aide, de l'Est comme de l'Ouest, alors qu'un séisme dévastateur frappait le sud-est de son territoire lundi 6 février, ainsi que le nord de la Syrie voisine, où l'armée turque se prépare depuis des mois à lancer une offensive militaire contre les combattants kurdes syriens. Les alliés de l'Otan, à commencer par les Etats-Unis, oubliant leurs critiques à l'encontre d'un partenaire peu fiable qui contourne les sanctions occidentales en fournissant à la Russie des composants susceptibles d'alimenter l'effort de guerre russe contre l'Ukraine, se précipitent au chevet de la Turquie, tandis que la Russie, cherchant à prendre de vitesse l'Europe, s'empresse elle aussi d'envoyer de l'aide. L'Arménie n'est pas en reste, et s'inscrit dans ce grand mouvement de diplomatie compassionnelle pour elle aussi proposer son aide à son voisin et ennemi héréditaire turc avec lequel s'est engagé depuis un an un timide dialogue, contrarié par le soutien constant apporté par la Turquie à son allié azéri, toujours opposé à toute normalisation avec l'Arménie, pour laquelle l'Azerbaïdjan n'avait montré aucune compassion lorsqu'elle avait été elle-même frappée par le terrible séisme du 7 décembre 1988, et avait vandalisé les convois humanitaires soviétiques traversant son territoire qui lui étaient destinés. « Nous sommes attristés par les nouvelles relatives au tremblement de terre dévastateur en Turquie et en Syrie qui ont provoqué la perte de tant de vies humaines », a tweeté lundi 6 février le premier ministre arménien Nikol Pachinian en présentant « nos plus sincères condoléances aux familles des victimes » et en « souhaitant la guérison rapide des blessés ». « L'Arménie est prête à apporter son aide », a ajouté le premier ministre arménien. Pachinian n'a toutefois pas précisé si le gouvernement arménien était prêt à envoyer une aide et/ou des équipes de

sauveteurs dont elle dispose, pour avoir fait l'expérience tragique de séismes dévastateurs. Le gouvernement n'a pas fait de déclarations en ce sens après ce premier tweet, mais le président du Parlement arménien, Alen Simonian, s'est peu après prononcé lui aussi en faveur d'une aide apportée par l'Arménie. Un porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères a par ailleurs indiqué, dans la journée de lundi toujours, que Erevan étudiait les modalités de l'envoi d'une aide humanitaire ou d'équipe de sauveteurs spécialisées dans les deux pays. La question se pose d'autant plus que l'Arménie n'a pas de relations diplomatiques avec la Turquie, alors qu'elle entretient des relations cordiales avec le gouvernement syrien de Bachar Al Assad, avec lequel le président Erdogan tente depuis quelques semaines de renouer le contact, en surmontant le lourd passif créé par son soutien aux rebelles syriens depuis le « printemps arabe » de 2011. Le séisme, d'une magnitude de 7,8 a frappé la Turquie centrale et le nord-ouest de la Syrie dans la matinée de lundi, provoquant l'effondrement de nombreux immeubles vétustes et ne répondant pas aux normes antisismiques dans une région pourtant sujette aux secousses tectoniques. Dans une première allocution télévisée tôt dans la matinée, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait indiqué que le séisme avait fait au moins 912 morts en Turquie, mais ce bilan s'alourdit d'heure en heure, alors qu'aux nouvelles victimes trouvées sous les décombres, s'ajoutent celles que provoquent de nouvelles répliques, susceptibles de se produire sur plusieurs jours. Dans la Syrie voisine, un premier bilan de la télévision d'Etat syrienne cité par CNN avait fait état de 386 morts, dont 239 principalement dans les régions de Alep, Hama, Latakia et Tartus, according to a Syrian state TV report cited by CNN. La ville d'Alep compte une importante communauté arménienne, dont quatre membres au moins figurent parmi les victimes. Zarmig Boghigian, la directrice de publication du journal en langue arménienne paraissant à Alep, "Kantsasar", a précisé qu'une jeune femme et son fils figuraient au nombre de ces victimes. Son mari, ainsi que leur fille, ont été grièvement blessés et sont hospitalisés, a indiqué Boghigian au Service arménien de RFE/RL, en précisant que « le séisme a été très puissant et a duré longtemps », causant de graves dommages aux écoles, églises et autres édifices de la communauté arménienne de la grande ville du nord-ouest de la Syrie. Le ministère des affaires étrangères d'Arménie a ajouté, de son côté, qu'il ouvrirait une ligne d'urgence répondant aux besoins en assistance des citoyens arméniens résidant dans la zone du séisme, qui a été ressenti aussi à Erevan et à Gumri.

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

6 février 2023

Le deuxième séisme cet après-midi en Turquie a été également ressenti à Erevan, en Arménie

Le Service arménien de protection sismique a déclaré avoir enregistré un séisme de magnitude 7,7 à 14h24 heure locale, à 60 km au nord-est de la ville de Kahramanmaraş en Turquie, avec une profondeur de 10 km.

La secousse à l'épicentre était d'une très forte intensité de 10-11 points.

Le tremblement de terre a été ressenti avec une magnitude de 3 à Erevan et de 3 à 4 à Gumri, dans la région de Chirak, selon un rapport du Service de secours du ministère arménien de l'Intérieur.

Krikor Amirzayan

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 février 2023

Le ministre arménien des affaires étrangères attendu à Berlin

Le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan va effectuer une visite de travail à Berlin les 6 et 7 février, a indiqué dans un communiqué de presse le ministère arménien des affaires étrangères, qui précise que Mirzoyan rencontrera à cette occasion son homologue allemande Analena Berbock, les deux ministres devant donner une conférence de presse à l'issue de cette rencontre. Dans le cadre de cette visite, Ararat Mirzoyan aura aussi des rencontres avec les représentants des instances législatives allemandes. Les discussions devraient

porter sur les perspectives de développement de la coopération entre l'Arménie et l'Allemagne mais aussi sur le partenariat entre l'Arménie et l'Union européenne, au regard des nombreux défis à la stabilité et la sécurité dans le Sud Caucase, sur la crise humanitaire créée au Haut-Karabagh en raison du blocus exercée par les Azéris sur le corridor de Latchine, ainsi que sur le processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et sur d'autres questions relevant des relations bilatérales, en amont de la conférence sur la sécurité de Munich, qui doit se tenir du 17 au 19 février.

15.Armenpres

7 février 2023

L'Ambassadrice d'Arménie aux États-Unis a rencontré Louis Bono, conseiller principal pour les négociations sur le Caucase

EREVAN, 7 FÉVRIER, ARMENPRESS: L'Ambassadrice d'Arménie aux États-Unis, Lilit Makunts, a discuté de la situation dans le corridor de Latchine et de la crise humanitaire avec Louis Bono, conseiller principal des États-Unis pour les négociations dans le Caucase et coprésident de l'OSCE MG US, a annoncé l'Ambassade.

"Le 6 février 2023, l'ambassadrice Makunts a rencontré M. Louis Bono, conseiller principal pour les négociations sur le Caucase et coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE. La situation dans le corridor de Latchine et la crise humanitaire ainsi que d'autres questions d'intérêt mutuel ont été discutées lors de la réunion ", a déclaré l'Ambassade d'Arménie aux États-Unis sur les médias sociaux.

16.Nor Haratch

5 février 2023

[La Turquie et l'Azerbaïdjan prévoient plus de dix exercices militaires conjoints en 2023 - Nor Haratch](#)

La Turquie et l'Azerbaïdjan prévoient plus de dix exercices militaires conjoints en 2023

Selon le quotidien turc « Milliyet », les ministres de la Défense de la Turquie et de l'Azerbaïdjan se sont rencontrés à Kars lors des exercices militaires d'hiver qui se déroulent avec un certain nombre de pays.

Lors de la rencontre avec son homologue turc, le ministre de la Défense de l'Azerbaïdjan, Zakir Hasanov, a déclaré que les exercices militaires conjoints se déroulent avec succès, auxquels participent 70 soldats et 23 véhicules blindés d'Azerbaïdjan.

Il a ajouté que plus de dix exercices militaires sont prévus avec la Turquie en 2023.

17.La Croix

6 février 2023

